

9

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ELECTRICIENS: INSTALLATION ET
DISTRIBUTION**

Convention collective de travail du 24 juin 2003

**PRIME DE FIN D'ANNEE
REGIME GENERAL**

En application de l'article 5 de l'accord national 2003-2004 du 13 mai 2003.

CHAPITRE Ier - Champ d'application

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution, à l'exception de celles qui sont affiliées à la Fédération de l'Electricité et de l'Electronique (FEE) ou à l'Union professionnelle de radio- et télédistribution (RTD).

Ces organisations déposent chaque année, au plus tard le 1^{er} mars, leurs listes de membres à l'Office national de Sécurité sociale.

Art. 2

Pour l'application de la présente convention collective de travail on entend par "ouvriers" les ouvriers et les ouvrières.

CHAPITRE II. - Dispositions générales

Art. 3

Pour assurer la perception et le paiement de la prime de fin d'année, il fut procédé au sein du Fonds de sécurité d'existence pour le secteur des électriciens à la mise en place d'une Section Prime de fin d'année, responsable des matières qui lui ont été conférées ainsi qu'à la création d'une Cellule de Coordination assurant entre autres la préparation des paiements de la prime de fin d'année et le traitement administratif des dossiers de prime de fin d'année.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. |

30-06-2003

1 k -10- 2003

NR.
N°

68087 16/11/01

CHAPITRE III. - Financement

Art. 4

- § 1. Tous les employeurs versent via les services de l'Office national de Sécurité sociale et par trimestre, 7,80 p.c. des salaires bruts à 108 p.c., de leurs ouvriers augmentés de la cotisation patronale à l'Office national de Sécurité sociale.
- § 2. Seulement au cas où les réserves cumulées du Fonds de sécurité d'existence pour le secteur des électriciens, pour la prime de fin d'année dépasseraient € 1 250 000,00, cette cotisation de base peut être diminuée, sans jamais descendre au-dessous des 7,70 p.c.
- § 3. Tenant compte de la cotisation patronale due à l'Office national de Sécurité sociale, le Conseil d'administration du fonds de sécurité d'existence détermine trimestriellement la cotisation totale qui doit être payée par les employeurs.

CHAPITRE IV. - Objet du Conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence

Art. 5

Le Fonds de sécurité d'existence reçoit les cotisations versées par les employeurs. La section prime de fin d'année au sein du Fonds de sécurité d'existence gère paritairement ces montants.

Art. 6

La Cellule de coordination au sein du Fonds de sécurité d'existence s'occupe de toutes les formalités administratives et des retenues légales indispensables dans le cadre de la prime de fin d'année.

Art. 7

La Cellule de coordination assure la procédure de paiement de la prime de fin d'année.

Art. 8

La section prime de fin d'année au sein du Fonds de sécurité d'existence

retient sur les cotisations versées les frais administratifs nécessaires au financement de sa tâche et au financement des frais de fonctionnement de la Cellule de coordination.

CHAPITRE V. - Montant de la prime de fin d'année

Art. 9

Le Fonds de sécurité d'existence paie aux ouvriers qui répondent aux modalités définies au chapitre VI - Modalités d'octroi - une prime de fin d'année de 8,33 p.c. du salaire brut perçu pendant la période de référence dans le secteur.

CHAPITRE VI. - Modalités d'octroi

Art. 10 - Condition d'ancienneté

La prime de fin d'année est octroyée aux ouvriers qui, au 30 juin de l'année considérée, comptent au moins 65 jours ouvrables ou assimilés dans une ou plusieurs entreprises du secteur.

Les jours d'interruption de travail par suite de congé annuel, d'accident, d'accident du travail (la période de salaire garanti pour laquelle aucune cotisation ONSS n'a été perçue), maladie professionnelle, maladie ordinaire, chômage temporaire et congé palliatif entrent en ligne de compte pour le calcul relatif à la condition d'ancienneté.

Art. 11 - Calcul prime de fin d'année

Les jours d'interruption de travail par suite d'accident, d'accident du travail (la période de salaire garanti pour laquelle aucune cotisation ONSS n'a été perçue), maladie professionnelle, maladie ordinaire, chômage temporaire et congé palliatif entrent en ligne de compte pour la prime de fin d'année.

Le nombre maximum de jours ainsi assimilés pris en considération est fixé à un tiers du nombre de jours prestes pendant la période de référence.

Par jours prestes on entend les jours payés en vertu de la législation et en exécution de toutes les conventions collectives de travail applicables.

En cas de suspension du contrat pour cause de repos de grossesse et d'accouchement, les quinze semaines sont assimilées.

Art. 12

Ont droit à une prime calculée au prorata des jours prestes pendant la période de référence:

- Les ouvriers qui comptent moins d'un an de service pendant la période de référence, mais qui sont inscrits depuis plus de 65 jours ouvrables ou assimilés dans le registre du personnel de l'entreprise;
- Les ouvriers qui ont, pendant la période de référence, un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée atteignant une durée globale de minimum 65 jours ouvrables ou assimilés. Les périodes de minimum 65 jours ouvrables ou assimilés sont additionnées en vue de procéder au paiement d'une seule prime de fin d'année;
- Les ouvriers qui quittent volontairement l'entreprise;
- Les ouvriers qui sont licenciés excepté les ouvriers licenciés pour motifs graves ;
- Les ouvriers dont le contrat de travail prend fin pour des raisons de force majeure.

Art. 13

Reçoivent la prime intégrale:

- Les ouvriers qui sont licenciés en raison de leur départ en prépension
- Les ouvriers qui partent en pension;
- Les ayants droit d'un ouvrier décédé. Par ayant droit on entend la personne physique qui a pris en charge les frais des funérailles.

Art. 14

Pour l'application des dispositions de cette convention collective de travail, il faut entendre par période de référence la période de douze mois à partir du 1^{er} juillet de l'année civile précédente jusqu'au 30 juin inclus de l'année civile en cours.

CHAPITRE VII - Paiement de la prime de fin d'année

Art. 15

La Cellule de coordination effectue un calcul individuel de la prime de fin d'année. Pour couvrir en partie les frais d'administration, le Fonds de Sécurité d'Existence appliquera sur la prime de base une retenue administrative de 8 p.c. avec un maximum de € 61,97.

La prime de base diminuée de la retenue administrative constitue la prime brute. Sur la prime brute ainsi calculée le Conseil d'administration applique la réglementation en vigueur en matière de retenue pour l'Office national de

4

sécurité sociale et de précompte professionnel.

Art. 16

La Cellule de coordination établit une fiche de fin d'année faisant état du calcul de la prime de fin d'année comme décrit à l'article 15.

Art. 17

Le Conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence fixe les modalités du paiement qui est effectué avant le 31 décembre suivant la fin de la période de référence sur base des données salariales disponibles à ce moment.

Art. 18

Les ouvriers affiliés à une organisation de travailleurs représentative peuvent moyennant remise d'une partie de la fiche, récupérer la retenue administrative, mentionnée à l'article 15, auprès de leur organisation.

CHAPITRE VIII. - Solde après paiement de la prime de fin d'année

Art. 19

Les modalités d'affectation du solde, subsistant éventuellement après paiement de la prime de fin d'année, sont fixées par le Conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence pour le secteur des électriciens.

CHAPITRE IX. - Dispositions finales

Art. 20

Le Fonds de sécurité d'existence garantit en tout cas, moyennant le financement prévu dans ses statuts, la prime de fin d'année visée à l'article 9 à tous les ouvriers régulièrement inscrits au registre du personnel des employeurs visés à l'article 1^{er}.

Art. 21

§ 1. La présente convention collective de travail remplace celle du 8 octobre 2002, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution, relative à la prime de fin d'année - régime général, enregistrée sous le numéro 64.920/CO/1490100 le 3 janvier 2003.

§ 2. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} juillet 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties, au plus tôt le 1^{er} janvier 2005, moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution.

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE ELEKTRICIENS: INSTALLATIE EN DISTRIBUTIE

Collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juni 2003

EINDEJAARSPREMIE
ALGEMEEN REGIME

In uitvoering van artikel 5 van het nationaal akkoord 2003-2004 van 13 mei 2003.

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, maar met uitzondering van de ondernemingen die aangesloten zijn bij de Federatie van de Elektriciteit en de Elektronica (FEE) of bij de beroepsvereniging van de Radio- en Televisiedistributie (RTD).

Deze organisaties bezorgen, ieder jaar, en dit tegen uiterlijk 1 maart hun ledenlijsten aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 2

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "werklieden" verstaan de werklieden en de werksters.

HOOFDSTUK II. - Algemene bepalingen

Art. 3

Om het innen en het betalen van de eindejaarspremie te verzekeren werd in de schoot van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de sector elektriciens een afdeling eindejaarspremie opgericht die de verantwoordelijkheid draagt voor de haar toegewezen materies en werd een Coördinatiecel opgericht die onder meer instaat voor het voorbereiden van het betalen van de eindejaarspremie en voor de administratieve afhandeling van de dossiers eindejaarspremie.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

30-06» 2003

14-10- 2003

NR.
N°

58087 / 60/1149 01

HOOFDSTUK III. - Financiering

Art. 4

- § 1. Alle werkgevers storten via de diensten van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en dit per kwartaal, 7,80 pct. van de brutolonen aan 108 pct., van hun werklieden, verhoogd met de patronale bijdrage aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.
- § 2. Enkel wanneer de gecumuleerde reserves van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de sector der elektriciens, voor de eindejaarspremie, € 1 250 000,00 overschrijden kan deze basisbijdrage verlaagd worden, evenwel nooit lager dan 7,70 pct.
- § 3. Rekening houdend met de verschuldigde patronale bijdrage aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bepaalt de Raad van bestuur van het Fonds voor bestaanszekerheid per kwartaal de totale bijdrage die door de werkgevers verschuldigd is.

HOOFDSTUK IV. - Doel van de Raad van bestuur in het Fonds voor bestaanszekerheid

Art. 5

Het Fonds voor bestaanszekerheid ontvangt de ge storte bijdragen van de werkgevers. De afdeling eindejaarspremie binnen het Fonds voor bestaanszekerheid beheert deze bedragen op paritaire wijze.

Art. 6

De Coördinatiecel binnen het Fonds voor bestaanszekerheid vervult alle administratieve modaliteiten en doet de noodzakelijke wettelijke inhoudingen betreffende de eindejaarspremie.

Art. 7

De Coördinatiecel draagt zorg voor de uitbetalingsprocedure van de eindejaarspremie.

Art. 8

De afdeling eindejaarspremie binnen het Fonds voor bestaanszekerheid houdt

de nodige administratiekosten, voor de financiering van zijn taak, op de gestorte bijdragen in, inclusief de werkingskosten voor de Coördinatiecel.

HOOFDSTUK V. - Bedrag van de eindejaarspremie

Art. 9

Het Fonds voor bestaanszekerheid betaalt aan de werklieden, die voldoen aan de modaliteiten bepaald in hoofdstuk VI - Toekenningsmodaliteiten, een eindejaarspremie uit van 8,33 pct. op hun brutoloon tijdens de referteperiode in de sector.

HOOFDSTUK VI. - Toekenningsmodaliteiten

Art. 10 – Anciënniteitsvoorwaarde

De eindejaarspremie wordt aan de werklieden toegekend die op 30 juni van het beschouwde jaar ten minste 65 werkdagen of gelijkgestelde dagen op hun actief hebben in één of meerdere ondernemingen uit de sector.

De dagen van arbeidsonderbreking ingevolge jaarlijkse vakantie, een ongeval, arbeidsongeval (de periode van gewaarborgd loon waarvoor geen RSZ-bijdragen worden geïnd), beroepsziekte, gewone ziekte, tijdelijke werkloosheid en palliatief verlof komen in aanmerking voor de berekening van de anciënniteitsvoorwaarde.

Art. 11 - Berekening eindejaarspremie

De dagen van arbeidsonderbreking ingevolge een ongeval, arbeidsongeval (de periode van gewaarborgd loon waarvoor geen RSZ-bijdragen worden geïnd), beroepsziekte, gewone ziekte, tijdelijke werkloosheid en palliatief verlof komen in aanmerking voor de berekening van de eindejaarspremie.

Het maximum aantal aldus gelijkgestelde dagen dat in aanmerking genomen wordt, wordt bepaald op een derde van het aantal gepresteerde dagen tijdens de referteperiode.

Onder gepresteerde dagen wordt verstaan de dagen die betaald worden ingevolge de wetgeving en in uitvoering van alle toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomsten.

In geval van schorsing van de overeenkomst voor zwangerschaps- en bevallingsrust worden vijftien weken gelijkgesteld.

Art. 12

Genieten de premie naar rata van de geleverde prestaties gedurende de referteperiode:

- De werklieden die tijdens de referteperiode minder dan één jaar dienst hebben, doch meer dan 65 werkdagen of gelijkgestelde dagen in het personeelsregister van een onderneming ingeschreven zijn;
- De werklieden die tijdens de referteperiode één of meerdere contracten hebben van bepaalde duur, waarbij de globale duur minstens 65 werkdagen of gelijkgestelde dagen bedraagt. De minimumperiodes van 65 werkdagen of gelijkgestelde dagen worden bij elkaar gevoegd om op die manier tot de uitbetaling van één eindejaarspremie te komen;
- De werklieden die de onderneming vrijwillig verlaten;
- De werklieden die ontslagen worden, met uitzondering van werklieden die ontslagen worden om dringende reden;
- De werklieden waarvan het contract beëindigd wordt wegens redenen van overmacht.

Art. 13

Ontvangen een volledige premie:

- De werklieden die ontslagen worden omwille van brugpensioen;
- De werklieden die met pensioen gaan;
- De rechthebbenden van een overleden werkman. Onder rechthebbende wordt verstaan de fysische persoon die de begrafenis kosten gedragen heeft.

Art. 14

Voor de toepassing van de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst dient onder referteperiode te worden verstaan de periode van twaalf maanden van 1 juli van het vorige kalenderjaar tot en met 30 juni van het lopende kalenderjaar.

HOOFDSTUK VII. - Uitbetaling van de eindejaarspremie

Art. 15

De Coördinatiecel berekent individueel de eindejaarspremie. Om gedeeltelijk de administratieve kosten te dekken, zal het Fonds voor bestaanszekerheid op de basispremie een administratieve inhouding toepassen ten belope van 8 pct.,

6

met een maximum van € 61,97.

De basispremie verminderd met de administratieve inhouding wordt beschouwd als de brutopremie. Op de aldus berekende brutopremie past de Raad van bestuur vervolgens de geldende reglementering toe inzake afhouding voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en bedrijfsvoorheffing.

Art. 16

De Coördinatiecel stelt een eindejaarsfiche op met vermelding van de berekening van de eindejaarspremie, zoals omschreven in artikel 15.

Art. 17

De Raad van bestuur van het Fonds voor bestaanszekerheid bepaalt de modaliteiten van betaling, die gebeurt vóór 31 december volgend op het einde van de referentieperiode op basis van de op dat moment beschikbare loongegevens.

Art. 18

De bij een representatieve werknemersorganisatie aangesloten werklieden kunnen na overhandiging van een deel van de fiche de administratieve inhouding, waarvan melding in artikel 15, bij hun organisatie recupereren.

HOOFDSTUK VIII. - Saldo na uitbetaling van de eindejaarspremie

Art. 19

De modaliteiten van de aanwending van het eventuele saldo, na uitbetaling van de eindejaarspremie, wordt vastgesteld door de Raad van bestuur van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de sector van de elektriciens.

HOOFDSTUK IV. - Slotbepalingen

Art. 20

Het Fonds voor bestaanszekerheid verzekert middels de financiering voorzien in zijn statuten, in ieder geval de bij artikel 9 bedoelde eindejaarspremies aan alle regelmatig in het personeelsregister ingeschreven werklieden van de in artikel 1 bedoelde werkgevers.

Art. 21

- § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 8 oktober 2002, gesloten in het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, betreffende de eindejaarspremie algemeen regime, geregistreerd onder het nummer 64.920/CO/1490100 op 3 januari 2003.
- § 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2003 en is gesloten voor een onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen, ten vroegste op 1 januari 2005 worden opgezegd met een opzegging van zes maanden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie.